Perpignan face au double discours sur les renforts policiers

Política | 26-02-2026 | 23:07



Police

Nouvelle tempête politique à Perpignan après la dernière agression de policiers dans la ville. Le gouvernement municipal, dirigé par le maire Louis Aliot, a vivement critiqué la sénatrice Lauriane Josende à la suite d?un communiqué dans lequel elle réclame des renforts permanents de CRS pour garantir la sécurité de la capitale nord-catalane.

Selon la municipalité, la parlementaire a publiquement exigé une présence accrue d?unités mobiles en ville au nom de « l?ordre républicain » et de la sécurité des forces de l?ordre. Toutefois, l?exécutif local estime que sa position est contradictoire, affirmant que le manque de renforts découle de décisions prises par les ministres de l?Intérieur des gouvernements qu?elle aurait soutenus.

Échanges d?accusations sur les renforts

La municipalité pointe directement les ministres Bruno Retailleau, Gérald Darmanin et Laurent Nunez comme responsables d?avoir affecté les forces mobiles à Perpignan de manière temporaire, sans consolider une présence stable sur le territoire.

Dans ce contexte, le gouvernement local considère que « l?on ne peut pas être au c?ur des décisions nationales et, en même temps, agir comme si l?on en découvrait les conséquences sur le terrain ». Il reproche également que des renforts soient réclamés après, selon eux, une réduction des effectifs ou l?absence de consolidation durable des moyens.

Des critiques en pleine période préélectorale

La controverse survient à quelques semaines des élections municipales, ce qui a intensifié le ton du

débat politique. La municipalité accuse la sénatrice, actuellement candidate sur une liste d?orientation conservatrice et macroniste, d?utiliser la question sécuritaire comme levier de confrontation électorale.

De son côté, le maire Louis Aliot affirme avoir réclamé à plusieurs reprises, depuis le début du mandat, le rétablissement permanent des unités mobiles ainsi qu?un renforcement des moyens humains et matériels adaptés aux besoins du territoire.

Le débat sur la sécurité à Perpignan revient ainsi au centre de l?agenda politique, avec une demande partagée d?une présence policière stable, mais de profondes divergences quant aux responsabilités politiques dans sa gestion.

Autor: Rédaction